La marchandisation du secteur social

La pénétration de la logique de marché dans notre secteur prend plusieurs formes :

De l'extérieur la vision de tout ce que nous faisons comme **un coût** (puisque çà ne prend pas la forme d'une marchandise vendue sur un marché) et non comme **une valeur**, une contribution à un mieux être collectif, par l'allègement des difficultés des plus fragiles.
Donc les sollicitations dont nous sommes l'objet sont principalement de **coûter moins cher**, de faire pareil mais avec moins, avec la suspicion permanente de gaspiller de l'argent qui serait plus utile ailleurs.
De l'extérieur encore, elle nous arrive avec une sollicitation permanente au **spectaculaire et à l'urgence.** Ce qui n'est pas médiatisé n'existe pas et ce qui n'est pas caricatural et chargé d'émotions ne mérite pas d'être médiatisé. Donc la moindre des choses serait qu'on se mette au garde à vous, toutes affaires cessantes, dès que quelque chose de spectaculaire se passe.
Bien sûr cela manifeste un mépris constant et croissant pour le travail que nous faisons au quotidien, dans l'ombre car l'accompagnement des personnes en difficulté demande au contraire **patience et discrétion**.
De l'extérieur toujours, l'aide aux personnes se découpe de plus en plus en **prestations** que l'on va dissocier les unes des autres et confier à des « prestataires » différents selon une logique d'appels d'offre qui seront accordées au **moins disant** (celui qui propose le moins cher) et non au **mieux disant** (celui qui propose la meilleure qualité). Ainsi les prestations de restauration sont confiées à des spécialistes de la nourriture insipide standardisée en même temps que les contrôles hygiénistes obsessionnels (à cause de quelques affaires ultra médiatisées et du souci des politiques et des gestionnaires de se « couvrir ») font fermer ou rendent financièrement impossibles les cuisines « familiales » de beaucoup d'établissements.

De l'intérieur, la logique néolibérale entre clandestinement dans les valises de la professionnalisation croissante de nos métiers qui s'inscrit dans une tendance générale des sociétés humaines à la division du travail.
Dans les valises du **souci de qualité et d'évaluation de notre travail**, que nous valorisons, nous, dans la mesure où cela accroit notre compréhension des problèmes de plus en plus complexes que nous avons à traiter, permet plus de respect des personnes, de nuances dans les solutions imaginées, d'ajustements permanents dans les mises en œuvre.
Parallèlement à cet enrichissement individuel et collectif, on voit se manifester une volonté de technicisation, de mise en place de procédures, de « produits d'insertion », de solutions « clefs en main » , formes gadgétisées qui jettent de la poudre aux yeux mais fait de nous de **futurs exécutants, magasiniers vendeurs de produits standardisés et labélisés à des « clients »** avec comme compétence restante, de savoir leur en expliquer le mode d'emploi.

Dans les valises de la **personnalisation du service rendu** qui a fait de spectaculaires progrès depuis une vingtaine d'années et continue d'en faire, stimulée par les récentes lois (2002, 2005, 2007) on voit se propager une **réduction des problèmes sociaux à leurs manifestations individuelles**, chaque personne demandeuse d'aide étant mise en demeure d'élaborer un projet de vie, de manifester une volonté de s'en sortir, se voyant offrir des moyens tout aussi individualisés pour ce faire (des coachs partout, pour le soutien scolaire, pour l'insertion professionnelle) au détriment d'une prise en compte de la dimension collective de l'existence de chacun (de plus en plus de solitude, d'abandons, de discrimination) et du cadre global de vie qui continue de se dégrader (logements introuvables, trop chers, quartiers ghettos , politique de la ville en déliquescence).

Pour le collectif 13 en colère B.ORGANINI